

**Art. 3.** Les demandes de mutation visées à l'article premier doivent être envoyées, sous pli recommandé à la poste, à l'adresse indiquée dans l'avis et dans la circulaire visés dans le même article.

Elles doivent être introduites dans le délai fixé. Celui-ci ne peut être inférieur à vingt jours. Ce délai prend cours le lendemain de la date de publication de l'avis visé à l'article premier, au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Les membres du personnel qui sollicitent plusieurs emplois déclarés vacants au *Moniteur belge* introduit une demande de mutation séparée pour chaque emploi, en indiquant sa préférence.

**Art. 5.** Sont seules prises en considération les demandes de mutation introduites dans la forme et le délai fixés par l'avis visé à l'article premier.

**Art. 6.** Tout emploi d'une fonction de recrutement devenu vacant suite aux mutations intervenues à un tour de mutations est porté, par lettre-circulaire, à la connaissance des membres du personnel qui ont introduit une demande de mutation comme dit à l'article premier, 4ème alinéa, et qui n'ont pas obtenu une mutation lors de ce tour ou lors des tours de mutations qui le précèdent.

Cette lettre-circulaire leur est adressée sous pli recommandé à la poste. Elle invite les membres du personnel intéressés par l'emploi à conférer à introduire leur demande à l'adresse indiquée, dans le délai de cinq jours. Ce délai prend cours le lendemain de la date de l'envoi de ladite lettre-circulaire.

**Art. 7.** Pour chacun des emplois des fonctions de recrutement offerts à la mutation, les membres du personnel qui ont régulièrement introduit une demande de mutation et qui remplissent les conditions requises sont classés d'après l'ancienneté de service acquise à la date du premier avril de l'année en cours.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, la priorité est accordée au candidat le plus âgé.

**Art. 8.** Le Ministre confère par mutation tout emploi vacant d'une fonction de recrutement au membre du personnel qui occupe la première place du classement visé à l'article 7, compte tenu des préférences communiquées selon les dispositions de l'article 4.

**Art. 9.** Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 7, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à partir de l'âge de 23 ans dans l'enseignement de la Communauté française en qualité de membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation ou du personnel paramédical, à quelque titre que ce soit, à la suite d'un acte pris par l'autorité compétente; sont également prises en considération les périodes durant lesquelles le membre du personnel a été éventuellement mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité.

**Art. 10.** Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de service visée à l'article 9 :

a) les services effectifs rendus à titre de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours comptés du début à la fin des services prestés, y compris, s'ils sont englobés dans la période d'activité continue, les congés de détente ainsi que les vacances d'hiver et du printemps ; ce nombre de jours est multiplié par 1,2;

b) les services effectifs rendus à un titre autre que celui de temporaire, dans une fonction à prestations complètes sont formés de tous les jours comptés du début à la fin de la période d'activité;

c) les services effectifs rendus dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis de la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services rendus dans une fonction à prestations complètes. Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas ce nombre d'heures est réduit de moitié;

d) le nombre de jours acquis dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période;

e) les périodes de mise en disponibilité sont calculées conformément aux dispositions reprises aux points c) et d) du présent article.

## CHAPITRE II. — Des mutations dans les fonctions de sélection

**Art. 11.** Les emplois des fonctions de sélection à conférer par mutation sont portés à la connaissance des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, par circulaire adressée, sous pli recommandé à la poste, à tous les chefs des établissements d'enseignement de la Communauté française.

Cette circulaire indique que ces emplois peuvent être conférés par mutation aux membres du personnel nommés à titre définitif dans l'enseignement de la Communauté française, à la fonction de sélection dont relève l'emploi à conférer, titulaires d'un emploi de ladite fonction et qui ne font pas l'objet d'une mention insuffisante portée à leur bulletin de signalement.

Cette circulaire précise la forme et le délai dans lesquels les demandes de mutation doivent être introduites.

**Art. 12.** Dès réception de la circulaire visée à l'article 11, le chef d'établissement présente celle-ci à chacun des membres du personnel intéressés de l'établissement. Chacun y appose sa signature en indiquant la date.

Une copie de la circulaire visée à l'article 11 est envoyée, sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception, par le chef d'établissement aux membres du personnel intéressés de son établissement qui sont temporairement éloignés du service pour quelque motif que ce soit.

**Art. 13.** Les demandes de mutation visées à l'article 11 doivent être envoyées, sous pli recommandé à la poste, à l'adresse indiquée dans la circulaire visée dans le même article.

Elles doivent être introduites dans le délai fixé.

Celui-ci ne peut être inférieur à dix jours. Ce délai prend cours le lendemain de la date de l'envoi de la circulaire visée à l'article 11.

**Art. 14.** Le membre du personnel qui sollicite plusieurs emplois déclarés vacants introduit une demande de mutation séparée pour chaque emploi, en indiquant sa préférence.

**Art. 15.** Sont seules prises en considération les demandes de mutation, introduites dans la forme et le délai fixés par la circulaire visée à l'article 11.

**Art. 16.** Pour chacun des emplois des fonctions de sélection offerts à la mutation, les membres du personnel qui ont régulièrement introduit une demande de mutation et qui remplissent les conditions requises sont classés d'après l'ancienneté de service acquise, à la date de la circulaire visée à l'article 11.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, sont applicables les dispositions de l'article 7, alinéa 2.

**Art. 17.** Le Ministre confère par mutation tout emploi vacant d'une fonction de sélection au membre du personnel qui occupe la première place du classement visé à l'article 16, compte tenu des préférences communiquées selon les dispositions de l'article 14.

**Art. 18.** Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 16, sont applicables les dispositions de l'article 9.

**Art. 19.** Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de service visée à l'article 16, sont applicables les dispositions de l'article 10.

### CHAPITRE III. — *Des mutations dans les fonctions de promotion*

**Art. 20.** Les emplois des fonctions de promotion à conférer par mutation sont portés à la connaissance des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, par circulaire adressée, sous pli recommandé à la poste, à tous les chefs des établissements d'enseignement de la Communauté française et aux membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Cette circulaire indique que ces emplois peuvent être conférés par mutation aux membres du personnel nommés à titre définitif dans l'enseignement de la Communauté française, à la fonction de promotion dont relève l'emploi à conférer, titulaires d'un emploi de ladite fonction et qui comptent, à la date du 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée, un an de service au moins dans ladite fonction de promotion après leur nomination à titre définitif à cette fonction.

Cette circulaire précise la forme et le délai dans lesquels les demandes de mutation doivent être introduites.

**Art. 21.** Dès réception de la circulaire visée à l'article 20, le chef d'établissement présente celle-ci à chacun des membres du personnel intéressés de l'établissement. Chacun y appose sa signature en indiquant la date.

Une copie de la circulaire visée à l'article 20 est envoyée, sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception, par le chef d'établissement aux membres du personnel intéressés de son établissement qui sont temporairement éloignés du service pour quelque motif que ce soit.

**Art. 22.** Les demandes de mutation visées à l'article 20 doivent être envoyées, sous pli recommandé à la poste, à l'adresse indiquée dans la circulaire visée dans le même article.

Elles doivent être introduites dans le délai fixé. Celui-ci ne peut être inférieur à dix jours. Ce délai prend cours le lendemain de la date de l'envoi de la circulaire visée à l'article 20.

**Art. 23.** Le membre du personnel qui sollicite plusieurs emplois déclarés vacants introduit une demande de mutation séparée pour chaque emploi, en indiquant sa préférence.

**Art. 24.** Sont seules prises en considération les demandes de mutation introduites dans la forme et le délai fixés par la circulaire visée à l'article 20.

**Art. 25.** Pour chacun des emplois des fonctions de promotion offerts à la mutation, les membres du personnel qui ont régulièrement introduit une demande de mutation et qui remplissent les conditions requises sont classés d'après l'ancienneté de service acquise à la date de la circulaire visée à l'article 20. En cas d'égalité d'ancienneté de service, sont applicables les dispositions de l'article 7, alinéa 2.

**Art. 26.** Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 25, sont applicables les dispositions de l'article 9.

**Art. 27.** Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de service visée à l'article 25, sont applicables les dispositions de l'article 10.

**Art. 28.** Le Ministre peut conférer par mutation tout emploi d'une fonction de promotion à l'un des membres du personnel repris au classement visé à l'article 25 et qu'il juge apte à occuper cet emploi.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 29.** Au premier alinéa de l'article 94 de l'arrêté royal du 22 mars 1969, les mots "sortent leurs effets le 1er janvier de l'année considérée" sont remplacés par "produisent leurs effets soit le 1er janvier, soit le 1er juillet de l'année considérée".

**Art. 30.** Sont abrogés :

1° l'arrêté ministériel du 9 mars 1983 fixant les priorités et les modalités selon lesquelles ont lieu les mutations dans les emplois des fonctions de recrutement, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 novembre 1989;

2° l'arrêté ministériel du 9 mars 1983 fixant les priorités et les modalités selon lesquelles ont lieu les mutations dans les emplois des fonctions de sélection, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 novembre 1989;

3° l'arrêté ministériel du 9 mars 1983 fixant les priorités et les modalités selon lesquelles ont lieu les mutations dans les emplois des fonctions de promotion, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 novembre 1989.

**Art. 31.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1991.

**Art. 32.** Le Ministre ayant le statut des personnels de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 mai 1991.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,  
Y. YLIEFF

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN ONDERWIJS, VAN ONDERZOEK EN VORMING

N. 91 — 1961

[S—29371]

**21 MEI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de prioriteiten en modaliteiten voor de mutaties van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, inz. artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973 en 19 december 1974 en bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, inz. de artikelen 32, 80 en 94, gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 februari 1983;

Gelet op het protocol van 20 februari 1991 met de besluiten van de onderhandelingen in sectorcomité IX;

Gelet op het advies van de Raad van State;  
Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;  
Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 22 april 1991.

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *De mutaties in de wervingsambten*

**Artikel. 1.** De door mutaties te begeven betrekkingen in wervingsambten worden ter kennis gebracht van de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap door een in de loop van de maand maart van elk jaar in het *Belgisch Staatsblad* bericht opgenomen, alsmede door een omzendbrief die in de loop van genoemde maand aan alle inrichtingshoofden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt toegestuurd als aangetekende brief.

Het bericht en de omzendbrief vermelden dat de betrekkingen bij mutatie kunnen toegewezen worden aan personeelsleden die in het onderwijs van de Franse Gemeenschap vast benoemd zijn in het wervingsambt waarvan de betrekking te begeven is, titularis zijn van een betrekking in dat ambt en geen vermelding "onvoldoende" in hun laatste beoordelingsstaat gekregen hebben.

In het bericht en de omzendbrief worden de belangstellende personeelsleden verzocht een mutatieaanvraag in te dienen. Tevens worden de personeelsleden die een mutatie wensen naar een betrekking van een wervingsambt die vacant zou worden ten gevolge van mutaties in de eerste ronde of in de volgende ronden, verzocht een mutatieaanvraag in te dienen.

Het bericht en de omzendbrief vermelden de termijn binnen welke de mutatieaanvragen moeten ingediend worden en de vorm van die aanvragen.

**Art. 2.** Onmiddellijk na ontvangst van de bij artikel 1 bedoelde omzendbrief, legt het inrichtingshoofd genoemde omzendbrief voor aan ieder van de belanghebbende personeelsleden van zijn inrichting. Ieder van hen ondertekent bedoelde omzendbrief met vermelding van de datum.

**Art. 3.** De mutatieaanvragen bedoeld in artikel 1 moeten aangetekend gezonden worden naar het adres, dat is aangegeven in het bericht en de omzendbrief, bedoeld bij hetzelfde artikel.

De aanvragen moeten binnen de gestelde termijn ingediend worden. Deze mag niet minder dan twintig dagen bedragen. Hij gaat in op de dag, waarop het bericht bedoeld in artikel 1, in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 4.** Het personeelslid dat naar verscheidene vacante betrekkingen solliciteert, dient voor iedere betrekking een afzonderlijke mutatieaanvraag in, met vermelding van zijn voorkeur.

**Art. 5.** Alleen de mutatieaanvragen, ingediend in de vorm en binnen de termijn voorgeschreven bij het hierboven genoemd bericht, worden in aanmerking genomen.

**Art. 6.** Iedere betrekking van een wervingsambt, die te begeven is ten gevolge van een mutatierronde, wordt bij omzendbrief ter kennis gebracht van de personeelsleden die een mutatieaanvraag hebben ingediend zoals bepaald in artikel 1, 4e lid, en die tijdens die ronde of de vorige ronden geen mutatie gekregen hebben. Deze omzendbrief, als aangetekende brief verstuurd, vermeldt dat de personeelsleden die belang stellen in de te begeven betrekking, over vijf kalenderdagen beschikken om hun aanvraag op het vermeld adres in te dienen. Deze termijn gaat in daags na de verzending van de omzendbrief.

**Art. 7.** Voor iedere te begeven betrekking in wervingsambten worden de personeelsleden die regelmatig een mutatieaanvraag ingediend hebben en de gestelde voorwaarden vervullen, gerangschikt naar de door hen op 1 april van het lopende jaar verworven dienstanciënniteit. Bij gelijke dienstanciënniteit wordt voorrang verleend aan het oudste personeelslid.

**Art. 8.** De Minister wijst iedere in een wervingsambt door mutatie te begeven betrekking toe aan het personeelslid dat in de bij artikel 7 bedoelde rangschikking de eerste plaats bekleedt, rekening houdend met de voorkeur, meegedeeld overeenkomstig artikel 4.

**Art. 9.** Voor de berekening van de bij artikel 7 bedoelde dienstanciënniteit worden de werkelijke diensten in aanmerking genomen die het personeelslid, in welke hoedanigheid ook, vanaf de leeftijd van 23 jaar in het onderwijs van de Franse Gemeenschap gepresteerd heeft als lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel of van het paramedisch personeel, ingevolge een handeling van de bevoegde overheid; in aanmerking komen ook de perioden van terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of wegens ziekte en gebrekkigheid.

**Art. 10.** Voor de berekening van de bij artikel 9 bedoelde duur van de in aanmerking komende diensten :

a) worden de werkelijke diensten als tijdelijke, in een ambt met volledige prestaties, in aanmerking genomen voor een anciënniteit gelijk aan het aantal dagen van het begin tot het einde van de dienstverstrekking, met inbegrip van het ontspanningsverlof en de winter- en lentevakantie, die in de periode van ononderbroken activiteit vallen; dat aantal dagen wordt met 1, 2 vermenigvuldigd.

b) omvatten de werkelijke diensten die niet als tijdelijke verstrekt werden, in een ambt met volledige prestaties, alle dagen van het begin tot het einde van de dienstactiviteit;

c) worden de werkelijke diensten in een ambt met onvolledige prestaties met ten minste de helft van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties, in aanmerking genomen zoals de diensten in een ambt met volledige prestaties. Beneden dat aantal uren wordt het aantal dagen dienst in een ambt met onvolledige prestaties gehalveerd;

d) mag het aantal dagen dienst in 2 of meer ambten met al dan niet volledige prestaties, die gelijktijdig uitgeoefend worden, nooit meer bedragen dan het aantal dagen in een ambt met volledige prestaties tijdens dezelfde periode;

e) worden de perioden van terbeschikkingstelling berekend overeenkomstig c) en d) van dit artikel.

#### HOOFDSTUK II. — *De mutaties in de selectieambten*

**Art. 11.** Iedere door mutatie te begeven betrekking in een selectieambt wordt ter kennis gebracht van de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, door een omzendbrief die aan alle inrichtingshoofden van de Franse Gemeenschap wordt toegestuurd bij aangetekende brief.

De omzendbrief vermeldt dat de betrekkingen door mutatie kunnen toegewezen worden aan de personeelsleden die in het onderwijs van de Franse Gemeenschap vast benoemd zijn in het selectieambt waarvan een betrekking te begeven is, titularis zijn van een betrekking in dat ambt en geen vermelding "onvoldoelde" in hun laatste beoordelingsstaat gekregen hebben.

De omzendbrief vermeldt de termijn binnen welke de mutatieaanvragen moeten ingediend worden en de vorm van de aanvragen.

**Art. 12.** Onmiddellijk na ontvangst van de bij artikel 11 bedoelde omzendbrief, legt het inrichtingshoofd die omzendbrief voor aan ieder belanghebbend personeelslid van zijn inrichting. Ieder van hen ondertekent die omzendbrief, met vermelding van de datum.

Een afschrift van in artikel 11 bedoelde omzendbrief wordt als aangetekende brief met ontvangstbewijs door het inrichtingshoofd gezonden aan de belanghebbende personeelsleden van zijn inrichting die, om welke reden ook, tijdelijk niet in dienst zijn.

**Art. 13.** De mutatieaanvragen bedoeld in artikel 11 moeten aangetekend gezonden worden naar het adres, dat is aangegeven in de omzendbrief, bedoeld bij hetzelfde artikel.

De aanvragen moeten binnen de gestelde termijn ingediend worden. Deze mag niet minder dan tien dagen bedragen. Hij gaat in op de dag, waarop de omzendbrief bedoeld in artikel 11, verstuurd is.

**Art. 14.** Het personeelslid dat naar verscheidene vacante betrekkingen solliciteert, dient voor iedere betrekking een afzonderlijke mutatieaanvraag in, met vermelding van zijn voorkeur.

**Art. 15.** Alleen de mutatieaanvragen ingediend in de vorm en binnen de termijn voorgeschreven bij de in artikel 11 bedoelde omzendbrief, worden in aanmerking genomen.

**Art. 16.** Voor ieder van de door mutatie te begeven betrekkingen in selectieambten worden de personeelsleden die regelmatig een mutatieaanvraag ingediend hebben en de vereiste voorwaarden vervullen, gerangschikt naar de door hen op de datum van de in artikel 11 bedoelde omzendbrief verworven anciënniteit. Bij gelijke dienstanciënniteit geldt artikel 7, 2e lid.

**Art. 17.** De Minister wijst bij mutatie iedere in een selectieambt te begeven betrekking toe aan het personeelslid dat in de bij artikel 16 bedoelde rangschikking de eerste plaats bekleedt, rekening houdend met de voorkeur, meegedeeld overeenkomstig artikel 14.

**Art. 18.** Voor de berekening van de bij artikel 16 bedoelde dienstanciënniteit gelden de bepalingen van artikel 9.

**Art. 19.** Voor de berekening van de duur der diensten, die in aanmerking komen voor de bij artikel 16 bedoelde dienstanciënniteit, zijn de bepalingen van artikel 10 toepasselijk.

#### HOOFDSTUK III. — *De mutaties in de bevorderingsambten*

**Art. 20.** Iedere door mutatie te begeven betrekking van een bevorderingsambt wordt ter kennis gebracht van de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, door een omzendbrief die aan alle inrichtingshoofden van de Franse Gemeenschap en aan de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op die inrichtingen, wordt toegestuurd bij aangetekende brief.

De omzendbrief vermeldt dat de betrekkingen door mutatie kunnen toegewezen worden aan de personeelsleden die in het onderwijs van de Franse Gemeenschap vast benoemd zijn in het bevorderingsambt waarvan een betrekking te begeven is, titularis zijn van een betrekking in dat ambt en op 1 januari van het beschouwde jaar ten minste één jaar dienst tellen in dat ambt na hun vaste benoeming in dat ambt.

De omzendbrief vermeldt de termijn binnen welke de mutatieaanvragen moeten ingediend worden en de vorm van de aanvragen.

**Art. 21.** Onmiddellijk na ontvangst van de bij artikel 20 bedoelde omzendbrief, legt het inrichtingshoofd die omzendbrief voor aan ieder belanghebbend personeelslid van zijn inrichting. Ieder van hen ondertekent die omzendbrief, met vermelding van de datum.

Een afschrift van de in artikel 20 bedoelde omzendbrief wordt als aangetekende brief met ontvangstbewijs door het inrichtingshoofd gezonden aan de belanghebbende personeelsleden van zijn inrichting die, om welke reden ook, tijdelijk niet in dienst zijn.

**Art. 22.** De mutatieaanvragen bedoeld in artikel 20 moeten aangetekend gezonden worden naar het adres, aangegeven in de bij hetzelfde artikel bedoelde omzendbrief. De aanvragen moeten binnen de gestelde termijn ingediend worden. Deze mag niet minder dan tien dagen bedragen. Hij gaat in

op de dag, waarop de omzendbrief bedoeld in artikel 20, verstuurd is.

**Art. 23.** Het personeelslid dat naar verscheidene vacante betrekkingen solliciteert, dient voor iedere betrekking een afzonderlijke mutatieaanvraag in, met vermelding van zijn voorkeur.

**Art. 24.** Alleen de mutatieaanvragen ingediend in de vorm en binnen de termijn voorgeschreven bij de in artikel 20 bedoelde omzendbrief, worden in aanmerking genomen.

**Art. 25.** Voor ieder van de door mutatie te begeven betrekkingen in bevorderingsambten worden de personeelsleden die regelmatig een mutatieaanvraag ingediend hebben en de vereiste voorwaarden vervullen, gerangschikt naar de door hen op de datum van de in artikel 20 bedoelde omzendbrief verworven anciënniteit. Bij gelijke dienstanciënniteit geldt artikel 7, 2e lid.

**Art. 26.** Voor de berekening van de bij artikel 25 bedoelde dienstanciënniteit gelden de bepalingen van artikel 9.

**Art. 27.** Voor de berekening van de duur der diensten, die in aanmerking komen voor de bij artikel 25 bedoelde dienstanciënniteit, zijn de bepalingen van artikel 10 toepasselijk.

**Art. 28.** De Minister wijst iedere in een bevorderingsambt bij mutatie te begeven betrekking toe aan het personeelslid dat in de bij artikel 25 bedoelde rangschikking voorkomt en dat hij bekwaam acht om die betrekking te bekleden.

#### HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 29.** In het 1e lid van artikel 24 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 wordt "hebben uitwerking op 1 januari" vervangen door "hebben uitwerking hetzij op 1 januari, hetzij op 1 juli".

**Art. 30.** Opgeheven worden :

1° het ministerieel besluit van 9 maart 1983 tot vaststelling van de prioriteiten en modaliteiten voor de mutaties in de betrekkingen van de wervingsambten, gewijzigd bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 20 november 1989;

2° het ministerieel besluit van 9 maart 1983 tot vaststelling van de prioriteiten en modaliteiten voor de mutaties in de betrekkingen van de selectieambten, gewijzigd bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 20 november 1989;

3° het ministerieel besluit van 9 maart 1983 tot vaststelling van de prioriteiten en modaliteiten voor de mutaties in de betrekkingen van de bevorderingsambten, gewijzigd bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 20 november 1989.

**Art. 31.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 1991.

**Art. 32.** De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 mei 1991.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Y. YLIEFF